

**Arrêté temporaire de circulation  
Circulation interdite**

**LA CROUZIÈRE (LA JUBAUDIÈRE)**

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6,

VU la demande par laquelle **COURANT SA** demeurant **2739 route de St Laurent de la plaine 49290 CHALONNES-SUR-LOIRE** représentée par **Monsieur Romain PENTECOTE** - demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public,

**CONSIDÉRANT** que des travaux de **réfection de voirie et de curage de fossé** rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du **12/01/2026 au 19/01/2026 LIEU DIT LA CROUZIÈRE (LA JUBAUDIÈRE)**

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

À compter du 12/01/2026 et jusqu'au 19/01/2026, la circulation des véhicules est interdite LIEU DIT LA CROUZIÈRE. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, ni aux véhicules de collecte des déchets.

**ARTICLE 2 - SIGNALISATION**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, COURANT SA.

**ARTICLE 3 - CHARGES D'EXECUTION**

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 08 janvier 2026

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges

Franck AUBIN



**DIFFUSION:**

- COURANT SAS
- BRANGEON
- HDV
- Pompier de La Poitevinière
- Mairie La Jubaudière

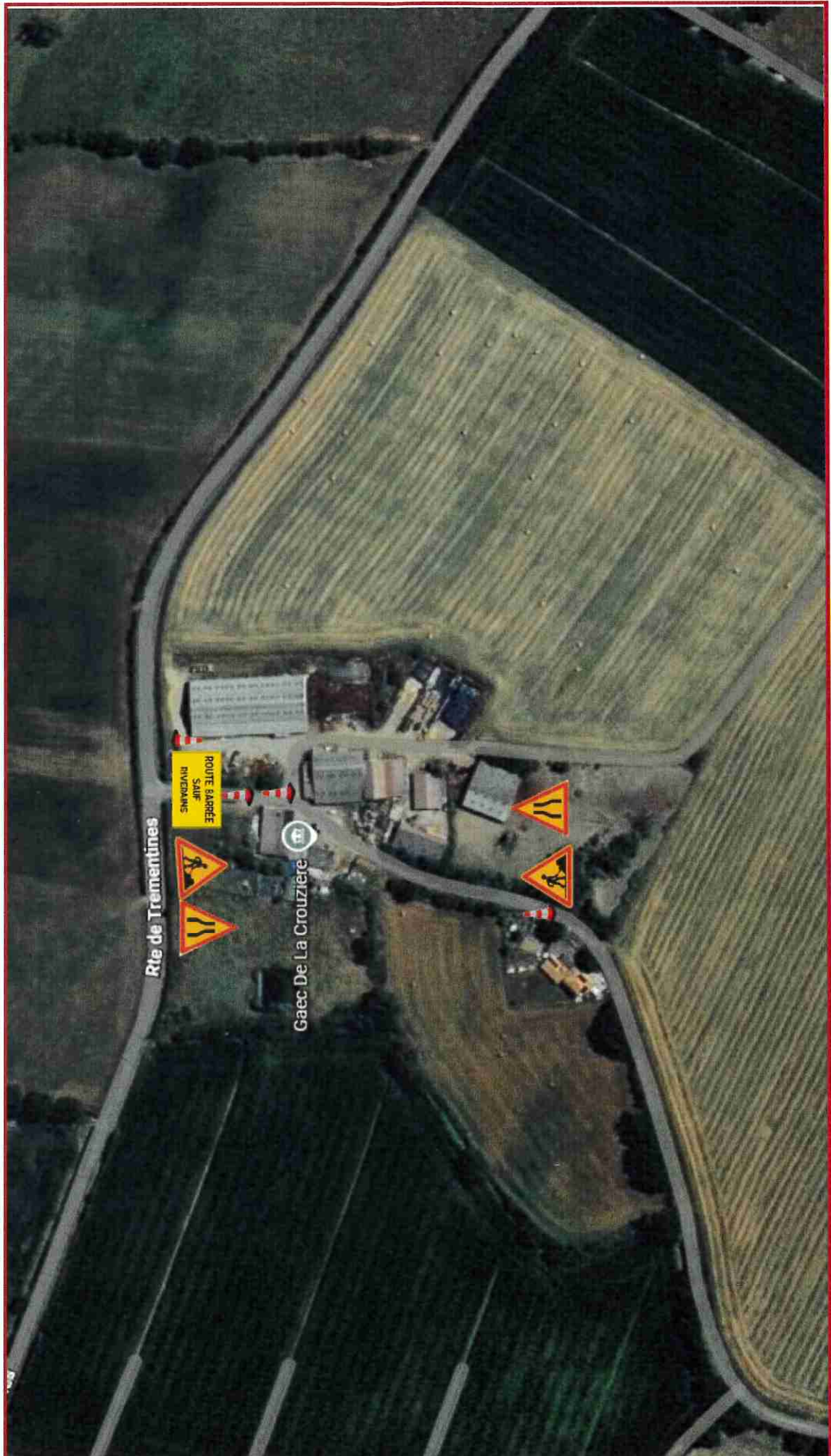
**ANNEXES:**

plan de situation

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

La Jubaudière La Crouzière





## La Jubaudière La Crouzière

